DES MEMBRES DU CC DU FLN L'ONT SIGNIFIÉ CE JEUDI

«Remettre en cause la légitimité de Saâdani, une ligne rouge à ne pas franchir»

Branle-bas de combat au FLN où l'heure, au niveau de chaque partie, est à «l'affûtage des armes» en prévision de la tant attendue session du comité central qui se tiendra mardi prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et dans cette guerre menée en sourdine, les partisans de l'actuel secrétaire général qui n'a jamais cessé d'être contesté depuis son intronisation le 29 août dernier, ne baissent pas les bras. Des membres du comité central acquis à Amar Saâdani et issus de plusieurs wilayas du pays, se sont retrouvés ce week-end pour réitérer leur fidélité à l'actuelle direction dont ils dénoncent, par ailleurs, toute velléité de remise en cause de la légitimité. C'est ainsi que les membres du comité central de 14 wilayas du centre du pays (Tizi-Ouzou, Alger, Blida, Médéa, Tipasa, Béjaïa, Bouira, Aïn-Defla, Chlef, Tissemsilt, Boumerdès, Tamanrasset, Illizi et Tindouf) se sont retrouvés, jeudi dernier, au niveau de la maison de la culture Hassan el Hassani de Médéa Les présents ont eu à insister, au terme de leur conclave présidé par le trio du bureau politique Mustapha Bouallag, Ali Mérabet, Abdelakder Zehali et Yamina Meftali, sur la nécessité de resserrer davantage les rangs, seul moyen, à leurs yeux, de «garantir la réussite des prochains rendez-vous politiques», dont notamment la session du comité central de ce mardi, en finir avec les adversités entre les enfants du Front dans le cadre de la légalité et la réalité qui ont prévalu à l'issue des élections ayant porté Amar Saâdani à la tête du Front le 29 août dernier.

Ils prennent acte des efforts consentis par l'actuelle direction du parti pour conforter l'unité du parti, ceci tout en exprimant leur soutien total à tout ce qu'entreprend le «frère secrétaire général dans cette optique».

Ils expriment, également, le souhait que la commission nationale de préparation du 10e congrès du vieux front, qui sera désignée ce mardi, puisse être représentative des cadres et des dirigeants ayant travaillé avec abnégation, et ayant prouvé en toute étape «leur soutien au parti et les intérêts suprêmes», loin des «manœuvres» dont le parti a pâti que ce soit dans ses visions ou ses perspectives. Notamment, citent-ils, les secrétaires des Mouhafadhas qui ont prouvé leur capacité de gestion, confortant ainsi la position du parti dans leurs wilayas respectives.

Pour eux, la légitimité de l'actuel secrétaire général et du bureau politique est une «ligne rouge» qu'ils invitent indirectement à «ne pas franchir».

Car toute discussion à ce sujet est, à leurs yeux, «une manœuvre» qui ne pourra être assimilée à un élément de débat à aborder. Ils invitent les parties qui se sont «professionnalisées dans le marchandage» au nom de la légitimité à cesser de «nager à contre-courant» et à se conformer aux seules «règles et résolutions du parti». Et de réitérer leur soutien à la stabilité et la continuité à même de garantir l'amélioration de la gestion et de la mission du parti et la construction de ses institutions à même de «conforter son leadership par ses positions et ses visions». Et parallèlement à ce conclave de Médéa, un autre s'est tenu à Djelfa ayant regroupé les membres du comité central du parti issus de six autres wilayas du centre du pays (Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, El-Bayadh, Ouargla et M'sila) sous la présidence de Mohamed Alioui, Sadek Bouguettaya et Mustapha Mecheri, membres du bureau politique. Au bout de longs débats, les présents ont retenu la nécessité de l'unité des rangs et de faire échouer «toutes les velléités de toucher à la stabilité du parti». Ceci tout en dénonçant la «campagne médiatique féroce» menée par «des parties qui ne cherchent qu'à se positionner» et ce, loin de tout intérêt du parti. Ceci en réexprimant leur soutien à l'actuelle direction du parti avec à sa tête le secrétaire général Amar Saâdani.

M. K.

ILS SE SONT RASSEMBLÉS, JEUDI À ALGER

Les anciens combattants du Moyen-Orient exigent la reconnaissance

L'Organisation nationale des anciens combattants du Moyen-Orient (Onacmo), a tenu, jeudi, un sit-in à Alger. Mobilisés pour participer aux deux guerres de 1967 et 1973 en Egypte contre Israël, ils exigent une reconnaissance de leurs droits moraux et sociaux.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Les anciens combattants du Moyen-Orient de 1967 et 1973 ont encore une fois investi la rue. Ils étaient une cinquantaine à avoir répondu à l'appel de l'Organisation nationale des anciens combattants du Moyen-Orient (Onacmo) pour tenir un rassemblement devant la Grande-Poste, à Alger. Cette énième occupation de rue a visiblement réussi à attirer l'attention des pouvoirs publics.

En effet, une délégation a été reçue par des représentants du ministère de la Défense nationale. «Ils nous ont promis de régler ce dossier avant les fêtes de l'Aïd. Nous allons attendre jusqu'à expiration de ce délai, si rien n'est fait, nous allons revenir avec nos femmes et nos enfants pour investir la rue jusqu'à satisfaction définitive de nos revendications», a indiqué Kaci Ramdan, porte-parole de l'Onacmo. Ce dernier a rappelé qu'il ne s'agit pas du premier engagement des pouvoirs publics envers ces anciens combattants. M. Kaci a expliqué que parmi ces combattants il y a eu des actifs mais aussi des appelés.

«En tant qu'appelés nous avons droit à des salaires et une prise en charge sanitaire. Car, poursuit-il, «Il y a eu parmi ces soldats, des morts, des blessés, des handicapés et aussi des malades mentaux qui nécessitent une prise en charge par l'hôpital militaire». Or, souligne le porte-parole «ces 4 500 anciens combattants sont exclus de tous ces privilèges qui leurs ont été promis». Selon lui «l'armée nationale a abandonné ses combattants qui ont sacrifié une partie de leur vie pour la cause palestinienne, la dignité de l'union arabe et de l'Algérie». M. Kaci a rappelé que tous les rassemblements et les démarches faites dans un cadre pacifique auprès des différentes institutions de l'Etat, depuis treize ans, pour demander «de mettre fin à l'oubli du sacrifice des milliers d'Algériens dans les guerres arabo-israéliennes de 1967 et 1973 se sont heurtés à un mur de silence voire à du mépris des autorités concernées».

S. A.

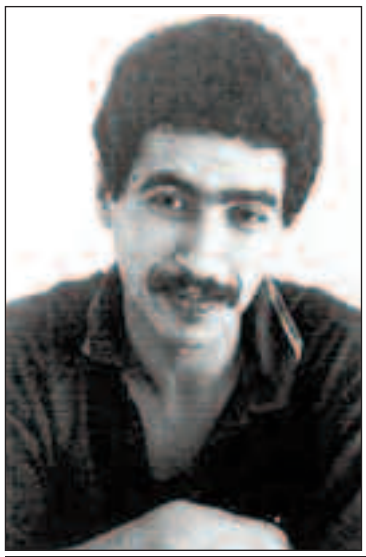
UN HOMMAGE A ÉTÉ RENDU MERCREDI À NOTRE DÉFUNT CONFRÈRE

Mohamed Dorbhane, ou «l'œuvre inachevée»

Le défunt confrère, Mohamed Dorbhane, tragiquement disparu lors du terrible attentat terroriste ayant ciblé notre rédaction, un certain 11 février 1996, a eu droit, mercredi dernier, à une pensée pour le moins singulière.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Une « résurrection», le temps d'un hommage qui lui a été rendu dans le sillage du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse d'Alger (Feliv) qui devait boucler, hier vendredi, sa septième halte au niveau de l'esplanade de l'Office Riadh El Feth d'Alger. Et ce fut une pensée aussi sobre, simple et modeste comme avait été Dorbhane qui a consisté à l'évoquer à travers une oeuvre littéraire, la sienne et l'unique éditée il y a de cela trois années, à titre donc posthume.Et il n'y avait pas mieux, à l'occasion, que ceux qui l'ont connu de très près pour avoir été à ses côtés des années durant, pour parler de «cet enfant du peuple qui s'est fait par lui-même», comme a tenu à le qualifier Abdallah Dahou, ancien ami et confrère du défunt et qui a eu la louable entreprise de perpétuer la mémoire et le parcours plein d'enseignements de Dorbhane en éditant un «tapuscrit» que ce dernier a laissé comme «legs».

Et Dahou n'a pas hésité à avouer que c'est ce «tapuscrit» auquel le défunt journaliste, chroniqueur et illustrateur de presse a mis le point final un certain 14 juillet 1989, qui a été derrière la création, par ses soins, de sa maison d'édition Arakom. . «Je n'avais pas de vocation particulière pour faire le métier d'éditeur», a-t-il reconnu. Une maison d'édition qui a ouvert le bal avec, justement, cette oeuvre posthume qui «m'était tombée entre les mains comme une espèce d'OVNI», a encore poursuivi Abdallah Dahou qui a eu à «s'expliquer» sur le titre choisi à l'oeuvre. «Voilà une question qui m'embarrassait au tout début car cela relevait d'une lourde responsabilité. J'ai dû me référer aux neufs stations, séquences qui structurent, l'oeuvre, d'où le titre : les neufs jours de l'inspecteur Salah Eddine».



Mohamed Dorbhane.

Pour sa part, Abdelmadjid Kaouah, talentueux journaliste qui était le tout premier directeur du journal «L'Unité» que le défunt Dorbhane a rejoint dans sa toute première expérience journalistique, lui le diplômé en interprétariat de l'université d'Alger, a estimé que cette oeuvre relève d'un travail «inachevé, ce qui lui permettra certainement de durer, une oeuvre inépuisable et singulière. Il était un vrai poète».

Et Kaouah avait bien vu puisque des élèves, ceux du groupe scolaire Kateb Yacine à Kouba, Alger, ont eu à partager avec le public, leurs lectures faites de l'oeuvre de Dorbhane dans le cadre du club de lecture instauré depuis peu. Une initiative qui s'assigne comme objectif, a expliqué le directirce de cet établissement d'enseignement privé, Mme Bélaidi, de «faire aimer la lecture à nos enfants. Chaque quinze jours, il est fait lecture d'un roman et le dernier en date est justement celui du défunt Dorbhane», a-t-ele ajouté.

«Ce n'est pas un roman facile à lire comme les autres», a fait remarquer un lycéen. Ce que Rachid Mokhtari, qui modérait les débats, trouvait juste en affirmant que ledit livre «n'était pas comme toutes les grandes oeuvres littéraires, il demande une lecture attentive car ce n'est pas un roman traditionnel ou classique. Il y a comme du Kateb Yacine dedans». Et à Kaouah de rajouter que l'oeuvre de Dorbhane est «lyrique et épique, un véritable «kaléidoscope dans le temps et l'espace».

M. K.